



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

ETUDE DE MAITRISE D'ŒUVRE DU CENTRE TECHNIQUE DE LA COMMUNE DE ACOUA

VILLE DE ACOUA

RUE JULES FERRY
97630 ACOUA

Mairie.acoua@orange.fr

0269 62 18 81

SOMMAIRE

Table des matières

1	- Dispositions générales du contrat	3
1.1	- Objet du contrat	3
1.2	- Décomposition du contrat	3
2	- Pièces contractuelles	3
3	- Intervenants	3
3.1	- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	3
4	- Confidentialité et mesures de sécurité	3
5	- Protection des données à caractère personnel	4
6	- Missions	4
7	- Durée et délais d'exécution	5
7.1	- Durée globale prévisionnelle des prestations	5
7.2	- Durée du contrat	5
8	- Prix	5
8.1	- Caractéristiques des prix pratiqués	5
8.2	- Forfait de rémunération	5
8.3	- Modalités de variation des prix	5
9	- Avance	6
9.1	- Conditions de versement et de remboursement	6
9.2	- Garanties financières de l'avance	7
10	- Modalités de règlement des comptes	7
10.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs	7
10.2	- Pourcentage de rémunération par élément	8
10.3	- Présentation des demandes de paiement	8
10.4	- Délai global de paiement	8
10.5	- Paiement des cotraitants	9
10.6	- Paiement des sous-traitants	9
11	- Engagement du maître d'œuvre	9
11.1	- Jusqu'à la passation des marchés de travaux	9
11.2	- Durant l'exécution des marchés de travaux	10
12	- Conditions d'exécution des prestations	11
12.1	- Présentation des livrables	11
12.2	- Organisation des réunions de chantier	12
12.3	- Emission des ordres de services	12
12.4	- Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs	12
12.5	- Instruction des mémoires en réclamation	13
12.6	- Arrêt de l'exécution des prestations	13
12.7	- Achèvement de la mission	13
13	- Développement durable	13
14	- Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
15	- Pénalités	14
15.1	- Pénalités de retard	14
15.2	- Pénalité pour travail dissimulé	14
16	- Assurances	15
17	- Clause de réexamen	15
18	- Résiliation du contrat	15
18.1	- Conditions de résiliation	15
18.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	16
19	- Règlement des litiges et langues	16
20	- Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent [Cahier des clauses administratives particulières \(CCAP\)](#) concernent :
[MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DU CENTRE TECHNIQUE DE ACOUA](#)

Lieu(x) d'exécution :
[VILLAGE DE MTSAGADOUA COMMUNE DE ACOUA](#)

[97630 ACOUA](#)

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages [bâtiment en construction neuve](#).

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en [1 lot\(s\)](#) :

Lot(s)	Désignation
01	MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE DE ACOUA

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles [du marché](#) sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- [L'acte d'engagement \(AE\) et ses annexes](#)
- [Le cahier des clauses administratives particulières \(CCAP\)](#)
- [Le cahier des clauses administratives générales \(CCAG\) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021](#)
- [Le cahier des clauses administratives générales \(CCAG\) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021](#)
- [Le programme de l'opération](#)
- [La décomposition du prix global forfaitaire \(DPGF\)](#)

3 - Intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent [marché](#) comporte une obligation de confidentialité telle que prévue [à l'article 5.1 du CCAG-MOE](#).

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément [article 5.3 du CCAG-MOE](#).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, [le maître d'ouvrage](#) a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission [de base](#) :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01	PCG	PROJET DE CONCEPTION GENERALE
	PC	PERMIS DE CONSTRUIRE
	PRO-DCE	ETUDE DE PROJET ET DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
	VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01	MC OPC	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations pour chacun des lots est de 12 mois.

7.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché comprennent l'ensemble des charges fiscales et parafiscales ou toutes autres charges qui impacte obligatoirement le prix de la prestation et notamment l'octroi de mer, ainsi que de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

8.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par lot.

Le forfait de rémunération global fixé dans chaque acte d'engagement est définitif.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n-1) / BT01 (o))$	

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, [publié\(s\) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE](#), sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment R Tous corps d'état - Base 2010

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE DE ACOUA

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du [CCAG - Maîtrise d'œuvre](#).

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial [du marché](#) est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à [20,0 %](#) du montant initial, toutes taxes comprises, [du marché](#), si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à [20,0 %](#) d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse [65,0 %](#) du montant toutes taxes comprises [du marché](#). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint [80,0 %](#).

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire [du marché](#), avec les particularités détaillées [aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique](#).

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions [de l'article 11 du CCAG-MOE](#).

Pour chaque lot, les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Lot	Code mission	Acompte(s)	Pourcentage	
01	PCG ET PC	PROJET DE CONCEPTION GENERALE	100.0	
		PERMIS DE CONSTRUIRE	100.0	
	PRO - DCE	ETUDE DE PROJET	100.0	
		DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	100.0	
	ACT	A la remise du DCE	50.0	
		A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0	
		Après la mise au point des marchés de travaux	20.0	
	VISA	A la remise du dossier	80.0	
		A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0	
	DET	Avant la remise du DGD	90.0	
		Après la remise du DGD	10.0	
	AOR	Avant la levée des réserves	65.0	
		Après la levée des réserves	15.0	
		A la remise du DOE	15.0	
		A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0	

10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque [mission](#) seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : [200 008 712 00016](#)

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de [30 jours](#) à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de [40 €](#). Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon [l'article 12.1 du CCAG-MOE](#).

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom [du maître d'ouvrage](#), dans les conditions [des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique](#). Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Engagement du maître d'œuvre

11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement.

Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de [5,0 %](#)

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index [BT01](#) pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index [BT01](#) du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index [BT01](#) du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de [30 jours](#). Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de [15 jours](#) à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3,0 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 0,03 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

VILLE DE ACOUA

RUE JULES FERRY
97630 ACOUA
Mairie.acoua@orange.fr
0269 62 18 81

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions [de l'article 3.1 du CCAG-MOE](#).

12.1 - Présentation des livrables

Pour chaque lot, les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Lot	Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
01	PCG	PROJET DE CONCEPTION GENERALE	4 semaines	2
	PC	PERMIS DE CONSTRUIRE	4 semaines	2
	DCE	Dossier de consultation des entreprises	4 semaines	2
	VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	4 semaines	2
	DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	2

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

Pour chaque lot, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Lot	Code	Désignation du livrable	Délai de réception
01	PCG	PROJET DE CONCEPTION GENERALE	4 semaines
	DCE	Dossier de consultation des entreprises	4 semaines
	VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	4 semaines
	DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément [à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE](#).

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : [1 réunion par semaine](#)

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

12.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées [à l'article 3.8 du CCAG-Travaux](#) et dans un délai de [15 jours](#) à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à [1,0/3000](#) du montant du marché.

12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation. Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies [à l'article 12.2 du CCAG-Travaux](#), le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à [7 jours](#) à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément [à l'article 12.3 du CCAG-Travaux](#) et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies [à l'article 12.4 du CCAG-Travaux](#), le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à [15 jours](#) à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

12.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de **25 jours** à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet **du marché**, à l'issue de chaque **mission** du prestataire définie au **CCP**.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation **du marché**.

12.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

13 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

[Voir clause sociale ci-dessous](#) :

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution **du marché**.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation [à l'article 24 du CCAG-MOE](#), les résultats réalisés dans le cadre **du marché** font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit **du maître d'ouvrage**.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à **1,0/3000**, conformément aux stipulations de [l'article 16.2.3 du CCAG-MOE](#).

Pour chaque lot, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Lot	Code livrable	Pénalité
01	PCG-PC	1,0/3000
	PRO-DCE	1,0/3000
	VISA	1,0/3000
	DOE	1,0/3000

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à **1,0/3000** du montant de l'acompte de travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à **1,0/3000** du montant du décompte général.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à **1,0/3000** du montant initial [du marché](#).

Par dérogation à [l'article 16.2.1 du CCAG-MOE](#), il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations [de l'article 16.2.2 du CCAG-MOE](#), le montant total des pénalités de retard est plafonné à **10,0 %** du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire [du marché](#) ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, [le maître d'ouvrage](#) applique une pénalité correspondant à **10,0 %** du montant TTC [du marché](#).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le maître d'ouvrage peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du maître d'ouvrage est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Révision ou avenant

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement [au maître d'ouvrage](#) par le titulaire [du marché](#). Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution [du marché](#).

[Le maître d'ouvrage](#) adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution [du marché](#). En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de [l'article L627-2 du Code de commerce](#), le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à [l'article L622-13 du Code de commerce](#).

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation [du marché](#) est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution [du marché](#), ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le [Tribunal Administratif de Mayotte](#) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- [L'article 5 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre](#)
- [L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre](#)
- [L'article 12.6 du CCP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre](#)
- [L'article 13 du CCP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre](#)
- [L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre](#)
- [L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre](#)

Signature